



MAI  
2026

# Trump 2 : le sacre de l'intégralisme catholique post-libéral ?



Benjamin CALMANT

Programme  
Amériques

---

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une fondation reconnue d’utilité publique par décret du 16 novembre 2022. Elle n’est soumise à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 979-10-373-1224-2

© Tous droits réservés, Ifri, 2026

Couverture : J. D. Vance prête serment comme vice-président devant le juge de la Cour suprême Brett Kavanaugh, Washington D.C., 20 janvier 2025  
© AP Photo/Julia Demaree Nikhinson/Pool

### **Comment citer cette publication :**

Benjamin Calmant, « Trump 2 : le sacre de l’intégralisme catholique post-libéral ? », *Potomac Papers*, n° 53, Ifri, mai 2026.

### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)

## ***Potomac Papers***

Le Programme Amériques de l'Ifri publie une collection de notes en ligne sur les États-Unis nommées *Potomac Papers*. Revues par des experts avant publication, ces notes présentent des analyses de la politique intérieure, étrangère et économique, ainsi que des évolutions sociales et des grands débats en cours aux États-Unis. Ces *policy papers* sont publiés soit en français soit en anglais avec un résumé d'une page dans les deux langues. La collection est éditée par Laurence Nardon, responsable du Programme Amériques de l'Ifri.

## **Auteur**

**Benjamin Calmant** est assistant-doctorant à la chaire d'histoire du christianisme de la Faculté autonome de théologie protestante à l'université de Genève (Suisse). Il se spécialise en histoire contemporaine et dans le discours politique des acteurs religieux.

# Résumé

Le cabinet de Donald Trump se caractérise par une présence notable de figures catholiques de premier plan, à l'instar du vice-président James D. Vance. Cette visibilité excède le poids démographique de l'électorat catholique aux États-Unis et marque l'aboutissement d'une stratégie d'influence sur le Parti républicain par des intellectuels catholiques, amorcée dans les années 1950 en réaction à l'idéologie « fusionniste » de ce dernier, laquelle cherchait à concilier conservatisme moral et libéralisme économique. Depuis 2016, des universitaires tels que Patrick Deneen et Adrian Vermeule ont développé un courant qualifié d'« intégralisme catholique » et promeuvent un nouveau projet politique : le post-libéralisme.

Cette doctrine repose sur une interprétation dirigiste de la Constitution, guidée par la recherche du « bien commun », et sur une synergie institutionnelle entre l'État et l'Église. Elle préconise une intervention étatique accrue, tant dans la sphère sociétale que dans la sphère économique, et subordonne les droits individuels aux impératifs collectifs.

Toutefois, l'influence des intégralistes post-libéraux se heurte à des limites structurelles. Ils n'ont pas le soutien du Vatican et du pape Léon XIV ; surtout, aux États-Unis même, ils font face aux autres factions qui composent le trumpisme, singulièrement les protestants évangéliques. Bien que partageant une base réactionnaire commune, ces courants s'opposent sur des points de rupture majeurs :

- **Économie et social** : les intégralistes défendent un État redistributif au service des classes moyennes et un financement massif des politiques familiales et de la petite enfance.
- **Identité et institutions** : ils récusent le nationalisme au nom de l'universalisme de l'Église et privilégient une reprise en main idéologique de l'institution universitaire plutôt que sa destruction.
- **Géopolitique** : un clivage profond est apparu lors du déclenchement du conflit contre l'Iran par les États-Unis et Israël le 28 février 2026. Contrairement aux évangéliques, les intégralistes s'opposent à cette guerre, rejetant l'exceptionnalisme théologique d'Israël au profit d'une vision où le peuple juif n'est plus considéré comme le « peuple élu ».

Au printemps 2026, si les catholiques intégralistes ont réussi à imposer leurs thématiques dans le débat public, la mise en place de leur projet politique demeure inachevée au sein de l'appareil d'État américain.

# Abstract

Donald Trump's cabinet is marked by the notable presence of prominent Catholic figures, such as Vice President James D. Vance. This visibility exceeds the demographic weight of the Catholic electorate and reflects a long-term effort by Catholic intellectuals, beginning in the 1950s, to influence the Republican Party in response to its "fusionist" ideology, which aimed to combine moral conservatism with economic liberalism. Since 2016, academics such as Patrick Deneen and Adrian Vermeule have developed a movement described as "Catholic integralism" and promoted a new political project: post-liberalism.

This doctrine is based on an authoritarian-leaning interpretation of the Constitution, guided by the pursuit of the "common good" and an institutional synergy between the State and the Church. This post-liberal project advocates greater state intervention in both social and economic spheres and prioritizes collective imperatives over individual rights.

However, the influence of the integralists faces structural limitations. They lack the support of the Vatican and Pope Leo XIV; perhaps more importantly, within the United States, they face opposition from the other factions that make up Trumpism, particularly evangelical Protestants. Although these currents share a common reactionary foundation, they diverge on several major issues:

- **Economic and social policies:** the integralists advocate a redistributive State serving the middle classes, as well as massive funding for families and early childhood programs.
- **Identity and institutions:** they reject nationalism in the name of the universalism of the Church and favor an ideological reassertion of control over universities rather than their destruction.
- **Geopolitics:** a deep divide emerged following the launch of the conflict against Iran by the United States and Israel on February 28, 2026. Unlike evangelicals, the integralists oppose this war, rejecting Israel's theological exceptionalism in favor of a vision in which the Jewish people are no longer considered the "chosen people."

By spring 2026, although Catholic integralists had succeeded in imposing their themes in the public debate, the full realization of their political project remained incomplete within the American state apparatus.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION : UN CABINET TRÈS CATHOLIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>L'ÉLECTORAT CATHOLIQUE EN MUTATION.....</b>	<b>8</b>
Les figures catholiques du camp conservateur.....	8
Un électorat catholique qui se droitise.....	10
Des catholiques à l'assaut du Parti républicain.....	13
<b>LE POST-LIBÉRALISME ET L'INTÉGRALISME CATHOLIQUE.....</b>	<b>15</b>
Origine, définition et principes du post-libéralisme.....	15
<i>Why liberalism failed</i> (2016-2018).....	16
« Integration from Within » (2018-2022).....	17
<i>Regime Change</i> (2023).....	19
L'intégralisme catholique.....	20
<b>UNE ALLIANCE ŒCUMÉNIQUE FRAGILE.....</b>	<b>23</b>
Les combats communs.....	23
Les dissensions inévitables.....	24
La guerre en Iran.....	26
<b>UN SACRE ENCORE INACHEVÉ.....</b>	<b>29</b>

# Introduction : un cabinet très catholique

À l’instar de celui de son prédécesseur Joe Biden, le second cabinet de Donald Trump est qualifié de « très catholique » par la presse<sup>1</sup>, alors même que l’on attribue généralement l’élection du 47<sup>e</sup> président des États-Unis d’Amérique aux courants protestants évangéliques<sup>2</sup>. Si l’influence des milieux évangéliques dans le camp conservateur et au sein du Parti républicain a été très documentée<sup>3</sup>, la place de certains catholiques dans le cercle rapproché de Trump est moins connue. Dans un *Potomac Paper* publié avant les élections de 2024 et la victoire de Trump, Blandine Chelini-Pont avait montré comment le camp républicain était mené par une alliance évangélico-catholique blanche, réunie autour du conservatisme politique<sup>4</sup>. Un léger déplacement d’électeurs catholiques du camp démocrate vers le camp républicain a suffi pour remporter la présidence. Toutefois, Laurence Nardon a récemment analysé les influences au sein de l’administration Trump 2 en cherchant à savoir laquelle de ces influences avait obtenu le plus de victoires politiques. Elle conclut qu’à l’été 2025, « ce sont les voix du nationalisme autoritaire et conservateur qui l’emportent ». Les mesures engagées sont le renforcement de l’autorité du président, la mise en place d’une politique identitaire et d’un nationalisme économique<sup>5</sup>. Or, ces mesures se trouvent être défendues non par les évangéliques, mais par des intellectuels catholiques qui s’inspirent ou se réclament de l’intégralisme post-libéral. Il semble donc nécessaire d’explorer les enjeux liés à la montée en puissance de cette théologie politique<sup>6</sup> au sein de l’administration Trump 2.

---

1. T. Edwards, « Trump’s Cabinet Picks Make It One of the Most Practicing Catholic Yet », *The Catholic Herald*, 5 décembre 2024 ; T. Arnold, « Trump Picks Several Catholics for Cabinet: Kennedy, Rubio, Stefanik, Ratcliffe », *National Catholic Register*, 18 novembre 2024.

2. Par exemple, lire C. Alder et E. Schäublin : « Les évangéliques blancs constituent le groupe électoral le plus important soutenant Donald Trump » in « US Evangelicals: From Prophecy to Policy », *Policy Perspectives*, vol. 8, n° 11, 2020. Voir aussi S. Stroope, P. Froese, H. M. Rackin, J. Delehanty, « Unchurched Christian Nationalism and the 2016 U.S. Presidential Election », *Sociological Forum*, vol. 36, n° 2, 2021, p. 405-425 (p. 405).

3. P. Gonzalez, *Que ton règne vienne : des évangéliques tentés par le pouvoir absolu*, Genève, Labor et Fides, 2014 ; A. Gagné, *Ces évangéliques derrière Trump : hégémonie, démonologie et fin du monde* (Enquêtes, 6), Genève, Labor et Fides, 2020.

4. B. Chelini-Pont, « Le vote religieux dans les présidentielles américaines 2024 », *Potomac Papers*, n° 50, Ifri, 2024.

5. L. Nardon, « Trump II : le choc des idéologies », *Politique étrangère*, vol. 90, n° 3, Ifri, 2025, p. 13-25.

6. La « théologie politique » mène une personne à « s’interroge[r] sur l’impact qu’elle peut avoir, au titre même de sa foi et des moyens d’action qu’elle lui donne, sur la vie de la Cité et ses formes d’organisation », selon H.-J. Gagey et J.-L. Souletie, « Sur la théologie politique », *Raisons politiques*, vol. 4, n° 4, 2001, p. 168-187 (p. 168). Pierre-Yves Materne complète : « La compréhension d’un

Nous allons d'abord montrer qu'il y a une surreprésentation des acteurs catholiques dans l'environnement de Donald Trump au regard du poids réel démographique des électeurs catholiques. Elle s'explique par un travail de plusieurs décennies de politiciens et d'intellectuels catholiques pour influencer la ligne intellectuelle du Parti républicain. Nous verrons le fond de ce qu'est l'intégralisme post-libéral. Cette description doit nous permettre de mettre en comparaison cette théologie politique avec celle de l'évangélisme protestant, prenant, entre autres, le cas de la guerre en Iran à titre d'exemple. L'actualité récente est révélatrice des fractures qui parcourent le camp MAGA (*Make America Great Again*), en raison de théologies politiques incompatibles. Nous terminerons par l'évaluation de la réalité du danger que représente l'intégralisme post-libéral, qualifié de dérive autoritaire par les observateurs.

---

engagement de type politique à la lumière de la foi chrétienne est souvent prédéterminée par une vision théologique ». Voir P.-Y. Materne, « Promesses de la théologie politique. La théologie au service de l'engagement chrétien », *Transversalités*, vol. 140, n° 1, p. 41-48 (p. 40).

# L'électorat catholique en mutation

## Les figures catholiques du camp conservateur

Un décompte des personnalités catholiques présentes dans l'actuel cabinet de Donald Trump permet de constater l'importance de l'influence catholique. Sur les 23 membres, huit sont catholiques<sup>7</sup>, soit un tiers des personnes : James D. Vance (*vice-president*), Marco Rubio (*Secretary of State*), John Ratcliffe (*Director of the Central Intelligence Agency*), Robert F. Jr. Kennedy (*Secretary of Health and Human Services*), Linda McMahon (*Secretary of Education*), Lori Chavez-DeRemer (*Secretary of Labor*), Sean Duffy (*Secretary of Transportation*) et Kelly Loeffler (*Administrator of the Small Business Administration*). À cette liste, nous pouvons ajouter Elise Stefanik (*Ambassador to the United Nations*). Or, au Congrès et au Sénat, un représentant sur dix environ se déclare catholique (11 sénateurs sur 100, soit 11 %, et 57 représentants sur 435 au Congrès, soit 13 %), ce qui est très proche du poids démographique réel des électeurs catholiques<sup>8</sup>. Il y a donc une surreprésentation catholique dans le cercle rapproché de Trump<sup>9</sup>.

---

7. À titre de comparaison, il y a onze protestants, *mainline* et évangéliques, deux juifs, un mormon et un hindou.

8. Selon les données de 2024 de l'étude *Religious Landscape Study* du Pew Research Center, les personnes se déclarant « chrétiennes » représentent 62 % de la population américaine, dont 19 % se déclarent « catholiques ». Ce qui signifie qu'environ 11 % de la population américaine se déclare « catholique ».

9. La présence de six catholiques, dont 5 conservateurs, parmi les 9 juges de la Cour suprême, ou d'autres figures d'organisation influente comme Kevin Roberts, président de la Heritage Foundation, témoignent aussi de cette surreprésentation.

Présentation du cabinet de Donald Trump en janvier 2025



En jaune, les personnalités qui se sont déclarées catholiques.

Source : © Statista, 10 janvier 2025.

## Un électorat catholique qui se droitise

Si le début de la nation américaine est bien marqué par une domination de la pensée protestante, accompagnée d'un anticatholicisme féroce, la population catholique se perçoit cependant comme pleinement intégrée au pays<sup>10</sup>. Une figure comme l'archevêque de Saint-Paul et Minneapolis, Monseigneur Ireland (1838-1918), insistera sur l'idée que « les États-Unis sont débiteurs vis-à-vis des catholiques pour la découverte du continent [...] l'émancipation des colonies grâce à l'appui de la vieille France catholique » et parce que « le système américain prend sa source sans les doctrines catholiques elles-mêmes ». Selon lui encore, les « États-Unis sont l'ultime instrument de Dieu avant l'avènement de son Royaume sur la terre » et « Dieu a suscité les États-Unis pour que l'Église catholique s'y déploie »<sup>11</sup>. Cet américanisme n'est pas marginal au sein de la population catholique, notamment parmi les immigrants irlandais qui fuient la répression anglaise et trouvent une terre d'asile républicaine outre-Atlantique. Par ailleurs, le vote catholique est majoritairement démocrate depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Ceci s'explique par le fait que l'électorat catholique est principalement issu des classes de travailleurs immigrants, pour lesquels la défense des droits sociaux prime sur la destinée manifeste du pays. De plus, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, les partis conservateurs sont marqués par un anticatholicisme qui brandit le risque de la mainmise de Rome sur l'Amérique libre. Les catholiques votent tout naturellement pour un parti qui ne les stigmatise pas et défend leurs conditions<sup>12</sup>.

C'est après la Seconde Guerre mondiale que des ponts vont naître entre catholiques et évangéliques conservateurs. Dans son ouvrage *La droite catholique aux États-Unis. De la guerre froide aux années 2000*, Blandine Chelini-Pont montre que, dès les années 1950, les intellectuels catholiques vont être les architectes des dogmes du conservatisme politique américain. L'un des points de départ de cette inflexion est l'anticommunisme et l'œuvre du sénateur (catholique) McCarthy<sup>13</sup>. Il est suivi de nombreuses batailles culturelles. Constituée de diverses

10. B. Chelini-Pont, « Accepter la séparation, refuser l'américanisme : méthode de l'accommodement catholique sous Léon XIII, à travers les conflits d'autorité et de magistère entre Rome et l'Église catholique états-unienne » in D. Avon (dir.), *Faire autorité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017, p. 124-127.

11. B. Chelini-Pont, « L'adaptation du catholicisme au modèle/contre-modèle américain. L'imaginaire "américaniste" des catholiques étatsuniens des années 1880 aux années 1950 », *Revue française d'études américaines*, vol. 145, n° 4, p. 102-116. Blandine Chelini-Pont cite l'historien Peter Guilday (*Life and Times of John Carroll (1735-1815), Archbishop of Baltimore*, New York, Encyclopedia Press, 1922, p. 90).

12. W. B. Prendergast, *The Catholic Voter in American Politics*, Washington, Georgetown University Press, 1999.

13. B. Chelini-Pont, *La droite catholique aux États-Unis*, chapitres 2 et 3 : « Au-delà du maccarthysme, les penseurs catholiques de la Nouvelle Droite » (p. 47-78), « Les penseurs traditionalistes du nouveau conservatisme » (p. 79-108). Voir aussi D. Pelletier, « Radicalités catholiques », in A. Dieckhoff, *Radicalités religieuses. Au cœur d'une mutation mondiale*, Paris, Albin Michel, 2025, p. 72.

confessions, la droite religieuse contemporaine trouve son assise intellectuelle et politique dans les cercles catholiques.

Cette évolution se transmet à l'électorat. Les données collectées par le Pew Research Center montrent que, depuis 25 ans, les *White Catholics* (« catholiques blancs ») ont commencé à voter majoritairement républicain, passant de 52 % en 2000 à 62 % en 2024<sup>14</sup>. Plusieurs organisations très influentes ont participé à cette « droitisation » de l'électorat catholique en faisant campagne pour Donald Trump en 2016, 2020 et 2024<sup>15</sup>. Blandine Chelini-Pont et Marie Gayte ont ainsi montré que deux variables permettaient de comprendre le vote américain : le *God Gap* et le *Race Gap*. La confession religieuse associée à l'origine ethnique de l'électeur détermine son vote. Autrement dit « quand les chrétiens *mainstream* et les catholiques sont blancs, ils votent [...] à plus de 55 % pour le Parti républicain<sup>16</sup> ».

### Le vote des Américains selon leur affiliation religieuse de 2016 à 2024

**Voters who attend religious services monthly or more frequently favored Trump by nearly 2 to 1 in 2024**  
% of validated voters who reported voting for each candidate

	2016			2020			2024		
	SHARE VOTING ... Clinton	SHARE VOTING ... Trump	MARGINS (DEM-REP)	SHARE VOTING ... Biden	SHARE VOTING ... Trump	MARGINS (DEM-REP)	SHARE VOTING ... Harris	SHARE VOTING ... Trump	MARGINS (DEM-REP)
<b>Total</b>	48	46	+2	51	47	+4	48	50	-2
<b>Protestant</b>	39	56	-17	40	59	-19	36	62	-26
White evang. Prot.	16	77	-61	15	83	-68	16	81	-65
White nonevang. Prot.	37	57	-20	43	57	-14	41	58	-17
Black Protestant	N/A	N/A		91	9	+82	83	15	+68
Other race Protestant	N/A	N/A		42	55	-13	29	70	-41
<b>Catholic</b>	44	52	-8	50	49	+1	43	55	-12
White Catholic	31	64	-33	42	57	-15	37	62	-25
Hispanic Catholic	N/A	N/A		66	31	+35	58	41	+17
<b>Jewish</b>	N/A	N/A		N/A	N/A		63	35	+28
<b>NET Unaffiliated</b>	65	24	+41	71	26	+45	70	28	+42
Atheist	N/A	N/A		87	11	+76	83	15	+68
Agnostic	N/A	N/A		84	14	+70	79	18	+61
Nothing in particular	61	27	+34	61	36	+25	60	38	+22
<b>Religious attendance</b>									
Monthly or more often	37	58	-21	40	59	-19	34	64	-30
A few times a year or less	54	38	+16	58	40	+18	56	43	+13

Note: White, Black and Asian voters include those who report being only one race and are not Hispanic. Hispanic voters are of any race. Based on adult citizens for whom reliable data on turnout and vote choice is available. Turnout was verified using official state election records. Vote choice for all years is from a survey conducted in the month after the election. Some groups not shown in 2020 and 2016 due to insufficient sample sizes.  
 Source: Survey of U.S. adults conducted Nov. 12-17, 2024.

Source : données de vote du Pew Research Center sur l'affiliation religieuse et l'ethnie des votants pour les élections présidentielles de 2000, 2004, 2008, 2012, 2016, 2020 et 2024.

14. H. H. Green *et al.*, « Voting Patterns in the 2024 Election », Pew Research Center, 26 juin 2025 ; J. Martinez, G. A. Smith, « How the Faithful Voted: A Preliminary 2016 Analysis », Pew Research Center, 9 novembre 2016. Le vote protestant blanc républicain est aussi passé de 70 % à 81 % sur la même période. Les nouveaux électeurs républicains proviennent de la réserve de voix abstentionnistes. *A contrario*, pour le vote racisé, il y a bien un léger transfert de voix du camp démocrate vers le camp républicain. Cf. H. H. Green *et al.*, « Behind Trump's 2024 Victory, a More Racially and Ethnically Diverse Voter Coalition », Pew Research Center, 26 juin 2025.

15. C. White, « Four Catholic-led Groups Working to Reelect President Donald Trump », *National Catholic Reporter*, 10 septembre 2020.

16. B. Chelini-Pont et M. Gayte, « La politique chrétienne aux États-Unis de Donald Trump à Joe Biden. De l'ultra-polarisation au reflux du *God gap* ? », *Revue internationale de politique comparée*, 2021, p. 87-88 ; M. Gayte, « La religion, nouvelle inconnue de l'équation électorale aux États-Unis ? », *Politique américaine*, 2024, p. 89-90.

## Le vote des Américains selon leur affiliation religieuse de 2000 à 2016

## Presidential vote by religious affiliation and race

	2000		2004		2008		2012		2016		Dem change '12-'16
	Gore %	Bush %	Kerry %	Bush %	Obama %	McCain %	Obama %	Romney %	Clinton %	Trump %	
Protestant/other Christian	42	56	40	59	45	54	42	57	39	58	-3
Catholic	50	47	47	52	54	45	50	48	45	52	-5
White Catholic	45	52	43	56	47	52	40	59	37	60	-3
Hispanic Catholic	65	33	65	33	72	26	75	21	67	26	-8
Jewish	79	19	74	25	78	21	69	30	71	24	+2
Other faiths	62	28	74	23	73	22	74	23	62	29	-12
Religiously unaffiliated	61	30	67	31	75	23	70	26	68	26	-2
White, born-again/evangelical Christian	n/a	n/a	21	78	24	74	21	78	16	81	-5
Mormon	n/a	n/a	19	80	n/a	n/a	21	78	25	61	+4

Note: "Protestant" refers to people who described themselves as "Protestant," "Mormon" or "other Christian" in exit polls; this categorization most closely approximates the exit poll data reported immediately after the election by media sources. The "white, born-again/evangelical Christian" row includes both Protestants and non-Protestants (e.g., Catholics, Mormons, etc.) who self-identify as born-again or evangelical Christians.

Source: Pew Research Center analysis of exit poll data. 2004 Hispanic Catholic estimates come from aggregated state exit polls conducted by the National Election Pool. Other estimates come from Voter News Service/National Election Pool national exit polls. 2012 data come from reports at NBCnews.com and National Public Radio. 2016 data come from reports at NBCnews.com and CNN.com.

PEW RESEARCH CENTER

Source : données de vote du Pew Research Center sur l'affiliation religieuse et l'ethnie des votants pour les élections présidentielles de 2000, 2004, 2008, 2012, 2016, 2020 et 2024.

C'est pourquoi les spécialistes qualifient cette « droite chrétienne » de « nébuleuse œcuménique et composite<sup>17</sup> », une « coalition hétéroclite<sup>18</sup> ». Le rapprochement entre catholiques et évangéliques conservateurs s'est opéré en plusieurs étapes, de l'élection manquée de Barry Goldwater en 1964<sup>19</sup>, à la Déclaration de Manhattan en 2009<sup>20</sup>, en passant par la coalition dite de la *Moral Majority*<sup>21</sup>. Chacune de ces initiatives partage une forme d'antilibéralisme et se propose, entre autres, de restaurer la morale chrétienne et de renverser la séparation trop rigide entre les Églises et l'État<sup>22</sup>. Cette hétérogénéité se retrouve aujourd'hui dans l'entourage de Donald Trump où des catholiques côtoient des libertariens, des « suprémacistes chrétiens issus du fondamentalisme évangélique ou pentecôtiste, des représentants de l'*alt-right* qui instrumentalisent le christianisme au service d'un projet d'Amérique blanche et combattent

17. B. Chelini-Pont, « Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme états-unien », *Revue d'histoire*, n° 20-21, 2022, p. 33.

18. R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *Études*, n° 3, 2026, p. 65-74 (p. 65).

19. B. Chelini-Pont, « Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme états-unien », *op. cit.*, p. 37.

20. P. Gonzalez, « La Manhattan Declaration, ou "l'œcuménisme des tranchées". Catholiques conservateurs et évangéliques dans la Droite chrétienne américaine », in J. Famerée, P. Gisel et H. Legrand (dir.), *Évangile, moralité et loi civile/Gospel, Morality and Civil Law*, Münster, Lit Verlag, 2016, p. 307-336.

21. B. Chelini-Pont, « Les ressources chrétiennes de l'illibéralisme états-unien », *op. cit.*, p. 37.

22. *Ibid.*, p. 33 et 38.

l'immigration latino » alors même que « la majorité des fidèles des églises catholiques américaines » provient de cette immigration<sup>23</sup>.

## Des catholiques à l'assaut du Parti républicain

L'emprise du catholicisme conservateur sur le camp républicain s'est construite par une approche intellectuelle. Des universitaires catholiques ont produit un front argumentatif et un cadre intellectuel persuasif et sophistiqué, construit sur une tradition philosophique pluricentenaire allant de saint Augustin à Pascal, sans oublier saint Thomas d'Aquin. Souvent même, ces intellectuels sont des protestants convertis au catholicisme<sup>24</sup>. Leur argumentaire a pour cible le libéralisme.

Dans les années 1950, les conservateurs américains ont adopté une idéologie combinant un conservatisme social et moral avec un libéralisme économique et une politique étrangère anti-communiste. C'est ce que l'on nomme le *fusionism* (« fusionnisme »). Les intellectuels catholiques se sont attaqués à son deuxième pan, celui du libéralisme économique, pour lui préférer une économie dirigée au service d'un agenda déterminé. Il s'agit de s'associer au camp conservateur existant concernant les luttes contre le progressisme sociétal<sup>25</sup> mais aussi de convaincre ce camp de s'affranchir du libéralisme économique pour proposer une doctrine plus interventionniste en matière économique – ainsi qu'isolationniste en matière de politique internationale. En 2019, la revue catholique conservatrice *First Things*, qui ambitionne d'infléchir le parti républicain sur les questions économiques, publiait un article qui fit date contre ce qu'elle nommait le « consensus mort<sup>26</sup> ». Le fusionnisme ainsi désigné devient la source de tous les maux du parti conservateur actuel. Les intellectuels catholiques ont cherché avec un certain succès à convaincre les ténors du Parti républicain, se sont engagés dans une lutte interne pour former les futures élites du parti et ont fait des *right liberals*<sup>27</sup> et des libertariens les responsables de la déroute morale du parti. Ces intellectuels s'inspirent, entre autres, du Français Joseph de Maistre, qui enseignait « que c'est une minorité bien organisée qui est parvenue à manipuler l'opinion des masses contre leur intérêt bien

23. D. Pelletier, « Radicalités catholiques », *op. cit.*, p. 73.

24. O. Roy, « L'anthropologie catholique fantasmée des sociétés post-libérales », *Bulletin de l'Observatoire international du religieux*, vol. 54, 2025.

25. Le « progressisme sociétal » englobe les sujets tels que le mariage homosexuel, les questions de genre ou l'euthanasie.

26. « Against the Dead Consensus », *First Things*, 21 mars 2019. Voir aussi B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *Revue française d'histoire des idées politiques*, vol. 61, n° 1, 2025, p. 217-256 (p. 218-230) et B. Chelini-Pont, « Le postlibéralisme catholique aux États-Unis », *Études*, n° 10, 2023, p. 38.

27. L'expression « libéraux de droite », utilisée par Patrick Deneen et traduite par B. Fargeaud, désigne les fusionnistes de manière péjorative. Voir B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*

compris<sup>28</sup> ». Nul besoin de convertir l'ensemble du parti, il s'agit de fournir la colonne vertébrale programmatique en fournissant des discours construits et une nouvelle philosophie politique critique du libéralisme économique. S'ajoute à cela la proposition d'une alternative légale au modèle politique actuel. Cette stratégie, ou cette nouvelle doctrine politique portée par ces intellectuels catholiques, porte un nom : le post-libéralisme.

---

28. B. Gautier, « Faire figure d'Empire » », *op. cit.* Adrian Vermeule retourne ici, contre le progressisme, la méthode (théorisée par de Maistre) utilisée par les révolutionnaires contre le libéralisme.

# Le post-libéralisme et l'intégralisme catholique

## Origine, définition et principes du post-libéralisme

Comprendre le post-libéralisme permet de saisir le projet politique d'un des hommes les plus puissants de la planète : le vice-président James D. Vance, qui s'en réclame ouvertement<sup>29</sup>. Benoît Fargeaud propose une définition qui a le mérite de la clarté :

« Les “post-libéraux” sont un groupe d'intellectuels universitaires et catholiques qui défendent l'idée que le libéralisme est un projet politique voué à l'échec et que le pouvoir temporel doit orienter son action vers la réalisation d'un bien commun largement défini par référence au christianisme. »<sup>30</sup>

Leur critique repose sur le fait que le libéralisme devait libérer les populations et mettre fin aux inégalités sociales, mais qu'il a échoué. De plus, il devait proposer un espace idéologiquement neutre, mais s'est avéré tout à fait partisan en imposant à une société de plus en plus récalcitrante une vision du monde qui repose sur les droits individuels, au détriment de l'identité d'ensemble<sup>31</sup>. La crainte des post-libéraux, c'est de vivre dans un monde « “post-chrétien” où l'Église catholique serait vouée à disparaître en raison de l'hégémonie d'un libéralisme totalitaire ». Dès lors, l'urgence est de « prendre le pouvoir par tous les moyens possibles<sup>32</sup> ». La solution proposée par le post-libéralisme consiste à changer de système pour mettre en place un État fort, avec un pouvoir exécutif qui impose son agenda sur la base d'une définition morale pour la société. Il s'agit entre autres de remplacer les fonctionnaires de l'administration par des individus acquis à cet idéal, afin de ne pas freiner le pouvoir exécutif. Cela passe aussi par une relativisation de la séparation des pouvoirs et la fin de la séparation de

---

29. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », paragr. 4, 2024.

30. B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 217. Le terme « post-libéral », apparu au Royaume-Uni à la fin des années 1990, désignait déjà une critique catholique du libéralisme, le considérant comme un échec à cause de ses promesses non tenues. Les « postlibéraux » reprochent à la gauche d'être devenue une oligarchie qui s'impose à la société par la coercition. Les catholiques conservateurs américains vont récupérer et recycler l'idée pour lui donner une incarnation politique concrète. Cf. S. Borg, « In Search of the Common Good: The Postliberal Project Left and Right », *European Journal of Social Theory*, vol. 27, n° 1, 2024, p. 3-21 (p. 5-6) ; B. Gautier, « “Faire figure d'Empire” », *op. cit.*, B. Chelini-Pont, « Le postlibéralisme catholique aux États-Unis », *op. cit.*, p. 70.

31. B. Chelini-Pont, « Le postlibéralisme catholique aux États-Unis », *op. cit.*, p. 70 ; M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? Les tentatives catholiques de redéfinir le conservatisme pendant la présidence de Joe Biden », *IdeAs. Idées d'Amérique*, vol. 24, 2024, paragr. 1.

32. R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 74.

l'Église et de l'État, car l'idéal en question est bien évidemment chrétien. Cet idéal trouve sa définition dans la doctrine sociale de l'église (catholique), notamment définie dans *Rerum Novarum*, une encyclique du pape Léon XIII publiée en 1891<sup>33</sup>. L'apparition de la doctrine post-libérale s'est faite en plusieurs étapes.

## ***Why liberalism failed (2016-2018)***

Les chercheurs accordent la primauté du mouvement post-libéral à Patrick J. Deneen, professeur de science politique à l'université catholique de Notre-Dame, lui-même catholique. Il publie en 2018 un ouvrage qu'il dit avoir terminé tout juste après l'élection de Trump en 2016 et qui a pour titre *Pourquoi le libéralisme a échoué*<sup>34</sup>. Il présente le libéralisme comme une idéologie néfaste, au moins autant que le communisme ou le fascisme, avec cette particularité qu'il demeure largement appliqué à l'échelle mondiale, contrairement aux deux autres, désormais marginalisés. Le point de départ – et le cœur de l'ouvrage – consiste à affirmer que l'échec du libéralisme est intrinsèque à cette idéologie. Autrement dit, c'est précisément son succès qui l'a conduit à l'impasse dans laquelle il se trouve aujourd'hui. Patrick Deneen illustre ce constat avec toutes les contradictions que connaît le libéralisme. Le livre décrit aussi l'arrivée au pouvoir de Trump comme un symptôme de cet échec. Sans s'attaquer frontalement à la personne du président ni à son programme, l'ouvrage se méfie des « autocrates illibéraux<sup>35</sup> ». L'étape franchie par le post-libéralisme, c'est de contester le « consensus conservateur », ou *dead consensus* – pour reprendre la formule parue dans *First Things* une année après la sortie du livre de Patrick Deneen. Ce dernier s'attaque au libéralisme économique et au fusionnisme des élites conservatrices. Selon Marie Gayte-Lebrun :

« Nombreux [...] fustig[ent] le *small government*, le laisser-faire et le libre-échange, desquels découlent pour eux la désindustrialisation, le déclin de la *Rust Belt*, le délitement des liens sociaux, et l'épidémie des opiacés. »<sup>36</sup>

33. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.* ; B. Gautier, « "Faire figure d'Empire" », *op. cit.* Cet « État fort », c'est ce que Laurence Nardon identifie comme action concrète entreprise par Donald Trump pour déterminer l'influence de ce qu'elle classe comme populisme. Il faut y voir une influence directe du postlibéralisme catholique. Voir L. Nardon, « Trump II : le choc des idéologies », *Politique étrangère*, vol. 90, n° 3, Ifri, 2025, p. 13-25.

34. P. J. Deneen, *Why Liberalism Failed*, New Haven, Yale University Press, 2018. Ce livre est qualifié d'« ouvrage majeur » par B. Fargeaud (« La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 221), de « manifeste du mouvement » par M. Gayte-Lebrun (« Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 2) et de « l'œuvre déterminante du post-libéralisme » par S. Borg, « In Search of the Common Good: The Postliberal Project Left and Right », *op. cit.*, p. 7.

35. R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 69.

36. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 3.

Le post-libéralisme proposé par Patrick Deneen est une réponse à la position intenable du parti conservateur fusionniste. Selon lui <sup>37</sup>, l'alignement du parti républicain avec une société conservatrice sur les questions bioéthiques, sexuelles et morales est allié à un programme économique libéral injuste qui favorise le puissant au détriment du plus faible et ne garantit pas une redistribution des richesses équitable envers la classe des travailleurs. L'ouvrage de Deneen propose une autre orientation politique au Parti républicain en construisant sur son socle de valeurs, mais en proposant une autre vision de l'économie et des priorités de l'État<sup>38</sup>. Toutefois, le point faible de l'ouvrage de Deneen, c'est de ne proposer aucune alternative programmatique concrète et pertinente. C'est en tout cas l'avis exprimé par celui qui deviendra, avec Patrick Deneen, l'architecte d'une doctrine politique qui atteindra le sommet du pouvoir américain : Adrian Vermeule.

## « Integration from Within » (2018-2022)

Professeur de droit constitutionnel à Harvard, avec un parcours d'excellence, Adrian Vermeule s'est converti au catholicisme en 2016. En 2018, à la sortie de l'ouvrage de Patrick Deneen, il a rédigé une recension pour le journal conservateur *American Affairs*. Si certains pensent y voir un désaveu de la part de Vermeule<sup>39</sup>, la collaboration qui va suivre entre les deux intellectuels montre que Deneen a positivement accueilli les remarques de son coreligionnaire et se les est même appropriées afin de continuer à développer sa théologie politique. Dans son article, « Integration from Within<sup>40</sup> », Vermeule fait l'éloge de l'ouvrage de Deneen, le qualifiant de « travail remarquable » qui « aurait pu être un chef-d'œuvre ». Ce que Adrian Vermeule reproche à Patrick Deneen, ce n'est pas tant son constat – qu'il rejoint sans hésiter – mais l'absence d'une alternative programmatique et la promotion de « l'option bénédictine<sup>41</sup> ». Prônée par Rod Dreher, cette dernière consiste à se séparer de la société libérale pour constituer des communautés qui résistent à sa vision du monde, une approche de repli local. Adrian Vermeule considère que ce n'est pas la bonne solution. Face au

37. Selon Patrick Deneen, la société américaine est conservatrice sur les questions sociétales. Or, cette position est à rebours des dernières études sur le sujet. Voir par exemple Pew Research Center : « About 6 in 10 Americans Don't Have Moral Objections to Medical Aid in Dying » (2026) ou « Broad Public Support for Legal Abortion Persists 2 Years After Dobb » (2024).

38. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.* ; S. Borg, « In Search of the Common Good: The Postliberal Project Left and Right », *op. cit.*, p. 7 ; L. K. Field, *Furious Minds: The Making of the MAGA New Right*, Princeton, University Press, 2025, p. 223.

39. Pour Raphaël Demias-Morisset, Vermeule « démolit point par point les différents étages de l'analyse de Deneen ». Cf. R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 70.

40. A. Vermeule, « Integration from Within », *American Affairs Journal*, vol. 2, n° 1, 2018, p. 202-213.

41. R. Dreher, *The Benedict Option: A Strategy for Christians in a Post-Christian Nation*, New York, Sentinel, 2017. Rod Dreher est un autre intellectuel qui se réclame du post-libéralisme mais converti à l'orthodoxie après avoir été protestant puis catholique.

libéralisme en errance, et particulièrement au libéralisme économique qui pollue le camp conservateur et le Parti républicain, il faut une stratégie radicale et offensive<sup>42</sup>. À la fin de son article, Vermeule exhorte les post-libéraux à prendre pour exemple des figures bibliques comme Joseph, Mardochee, Esther et Daniel. Ces personnages ont pour particularité d'avoir été au sommet d'un État païen, à rebours de leur propre religion et éthique, et d'avoir su s'y imposer pour influencer la société de leur temps<sup>43</sup>.

Ainsi, selon Adrian Vermeule, l'État n'est pas un mal qu'il faut combattre, mais un cadeau dont il faut s'emparer avec, au besoin, une forme d'autoritarisme. Dans le contexte américain, il faut conquérir l'administration fédérale pour faire de l'État le bras actif de la mise en œuvre de l'idéal post-libéral qui se traduit par un double conservatisme : social et économique, même si cela passe par la coercition et l'atteinte aux droits individuels<sup>44</sup>. Mais avant de conquérir l'administration fédérale, Vermeule s'est employé à modifier la doctrine politique du Parti républicain, l'ouvrage de Patrick Deneen constituant pour cela une première étape<sup>45</sup>.

Vermeule précise son projet dans un ouvrage de 2022 intitulé *Common Good Constitutionalism*<sup>46</sup> (« Constitutionnalisme du bien commun»). Après le fusionnisme attaqué par Deneen, Vermeule s'en prend à l'« originalisme », une lecture juridique de la Constitution américaine qui cherche à appliquer cette dernière selon son sens originel. Or, Vermeule estime que la Cour suprême doit faire reposer son interprétation de la Constitution, non sur l'intention supposée des Pères fondateurs, mais sur le principe du « bien commun ». Ce qu'il reproche aux originalistes, très présents dans le Parti républicain, c'est d'avoir peur de prendre parti pour déclarer ce qui est « bien » et ce qui ne l'est pas. Vermeule soutient qu'un gouvernement doit assumer la promotion d'une certaine conception du « bien commun », une conception qui ne serait pas subordonnée au respect des droits individuels – au contraire, les individus se verraient obligés de se conformer à cette conception du bien commun, au mépris de leurs droits s'il le faut. Il voit dans l'originalisme le frein majeur que rencontrent les conservateurs pour atteindre leurs objectifs. Le Constitutionnalisme du bien commun offre à ces derniers un modèle juridique pour appliquer leur programme sur la base de

---

42. L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 93 ; B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 222-223 ; R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 70-72.

43. B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 224 ; L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 245.

44. R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 70-72.

45. B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 223-224.

46. A. Vermeule, *Common Good Constitutionalism*, Cambridge, Polity Press, 2022.

ce socle de valeurs conservatrices<sup>47</sup>. Pour reprendre la formule synthétique de Wiktor Mikosza : « c'est le régime qui façonne le peuple, et non l'inverse<sup>48</sup> ».

## **Regime Change (2023)**

Après la critique et les propositions de Vermeule, Patrick Deneen va publier en 2023 un nouveau livre au titre provocateur : *Regime Change*<sup>49</sup>. Au contact de Vermeule, Deneen s'est radicalisé. Il abandonne sa méfiance envers l'autoritarisme et opte à son tour pour une théologie politique plus engagée<sup>50</sup>. Il propose le concept d'« aristopopulisme », c'est-à-dire le « remplacement de l'élite états-unienne actuelle, déracinée, éloignée du peuple et des valeurs familiales, par une nouvelle aristocratie, davantage reliée au terroir américain<sup>51</sup> ». Adrian Vermeule et Patrick Deneen vont non seulement devenir les promoteurs du post-libéralisme, mais aussi des références intellectuelles pour le camp républicain qui, après la défaite de Donald Trump en 2020, se reconstruit. Pendant sa campagne de 2024, le futur président fera des promesses qui correspondront très étroitement au programme post-libéral<sup>52</sup>.

Ce développement du post-libéralisme trouve son aboutissement dans la nomination de l'actuel vice-président James D. Vance. Converti au catholicisme au contact de Peter Thiel en 2019, puis élu sénateur de l'Ohio en 2022, J. D. Vance a promu les concepts du post-libéralisme tels que Deneen et Vermeule les enseignent. Le 18 octobre 2022, lors d'un débat avec son concurrent démocrate pour les élections au sénat de l'Ohio, Tim Ryan, il conclut en déclarant : « Nous n'aurons pas une vie meilleure grâce au leadership fédéral tant que nous n'aurons pas emmené ce pays dans une direction différente ». Selon la station de radio WHY-FM, « dans un podcast de 2021, J. D. Vance a conseillé à Donald Trump de “licencier tous les bureaucrates [...pour] les remplacer par nos proches”, puis [...de] défier la Cour suprême si le président était poursuivi<sup>53</sup> ». Dans son discours de victoire, il s'engage à « travailler chaque jour et se battre pour le peuple de

47. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 3 ; S. Borg, « In Search of the Common Good: The Postliberal Project Left and Right », *op. cit.*, p. 17 ; L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 223-239 ; B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 239.

48. W. Mikosza, « The Postliberal Order: A New Movement Emerging in American Political Thought », *Journal of the Catholic Social Thought*, vol. 28, 2024, p. 295.

49. Patrick J. Deneen, *Regime Change: Towards a Postliberal Future*, London, Swift Press, 2023.

50. B. Chelini-Pont, « Le postlibéralisme catholique aux États-Unis », *op. cit.*, p. 74. W. Mikosza, « The Postliberal Order », *op. cit.*, p. 296 ; L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 244-245 ; R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 72.

51. B. Gautier, « “Faire figure d'Empire” », *op. cit.*

52. Comme le fait qu'il arrêtera des guerres, mais n'en commencera aucune, ou qu'il remodelera le commerce international pour mettre fin au libre-échange par le biais des tarifs douaniers. Il s'adresse aussi à la *Rust Belt* et aux *blue collars*, promettant un *boom* de l'emploi pour eux et même des taxes sur les plus grandes fortunes. Cf. R. Bourne, « JD Vance Is Typical of America's Drift Into Economic Illiberalism », Cato Institute, 18 juillet 2024.

53. L. Schapitil, B. Giles, D. Adams, « Where J.D. Vance Stands on Key Issues », WHY-FM, 17 juillet 2024.

l'Ohio, se battre pour [les] travailleurs » et à se « battre pour nos familles, se battre pour les personnes qui luttent contre le problème de dépendance aux opioïdes, se battre pour le peuple » et « les mères célibataires qui peinent à élever leurs bébés, comme ça a été le cas pour ma mère [...] ». Depuis son arrivée au Sénat en 2023, il s'est dit ouvert à une augmentation des impôts sur les entreprises et favorable aux tarifs douaniers. Il s'est même associé à Elizabeth Warren, bête noire des Républicains, sur un projet visant à plafonner les indemnités versées aux dirigeants de banques en faillite, suscitant l'admiration du magazine catholique et jésuite *America*, pourtant progressiste<sup>54</sup>. Dans un entretien accordé au média français *Le Grand Continent* en 2025, Patrick Deneen dira : « Je place beaucoup d'espoir dans le vice-président J. D. Vance<sup>55</sup> ». Lors du lancement du livre *Regime Change*, Vance s'identifie lui-même comme post-libéral<sup>56</sup>.

## L'intégralisme catholique

Si les promoteurs du post-libéralisme sont des catholiques engagés, c'est que ce courant politique comprend une dimension religieuse structurante. Le christianisme est à la fois source d'inspiration et finalité. Cette idéologie porte un nom : *Integralist Catholicism* (« Catholicisme intégraliste »). Si Denis Pelletier fait remonter cette idéologie au *Syllabus* du pape Pie IX en 1864<sup>57</sup>, Yves Chiron, qui a publié une *Histoire des traditionalistes* très complète (2022), rappelle que le XIX<sup>e</sup> siècle tout entier est marqué par ce que l'on nommera un catholicisme intransigeant.

Après la Révolution française et tous les débordements anticléricaux qui l'accompagnent, le catholicisme s'organise en opposition au monde libéral. En 1791, le pape Pie VI (1775-1799) a condamné la *Déclaration des droits de l'homme* et la *Constitution civile du clergé* (Bref *Adeo nota* et Lettre apostolique *Caritas*). En 1832 et 1834, le pape Grégoire XVI a condamné les « libertés modernes » dans les encycliques *Mirari Vos* et *Singulari Nos*. En 1864, le pape Pie IX a condamné le libéralisme et la liberté religieuse dans son encyclique *Quanta cura*, accompagnée du *Syllabus*, qui liste « les principales erreurs de notre temps », au nombre de 80. C'est dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle que l'expression « catholiques intégraux <sup>58</sup> » s'impose dans un sens politique. Yves Chiron cite

54. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 4.

55. M. Malik, « Nous sommes entrés dans l'ère post-libérale », une conversation avec Patrick J. Deneen », *Le Grand Continent*, 12 juillet 2025.

56. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 4. L'article d'*American Magazine* mentionné est : P. J. Macrae, *Is Trump Favorite J.D. Vance a New Proponent of Catholic Social Teaching—or Just Parts of It?*, 4 décembre 2023.

57. D. Pelletier, « Radicalités catholiques », *op. cit.*, p. 65.

58. Trois termes sont utilisés dans ce contexte : intégral, intégriste et intégraliste. Le premier, « intégral » et son pluriel « intégraux », est utilisé dans des textes du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> et renvoie à une orientation politico-religieuse condamnée par Rome. « Intégriste » désigne pour sa part le mouvement Lefébvrisme et les catholiques traditionalistes en litige avec Rome depuis le Concile du

Mgr Benigni, représentant de ce courant, pour les définir : « Les “catholiques intégraux” sont des catholiques qui veulent être entièrement, intégralement romains, fidèles au Saint-Siège et à ses directions dans la vie individuelle et sociale ». Cette posture refuse de faire de la foi catholique une affaire privée. Pour les catholiques intégraux, le catholicisme est une affaire publique, voire une affaire de société<sup>59</sup>.

Les chercheurs décrivent l'intégralisme catholique américain comme une opposition à la séparation de l'Église et de l'État, cherchant à « réintégrer » l'Église dans la gestion de l'État. Par réintégration, il n'est pas nécessairement question de soumettre l'État, par filiation institutionnelle, à l'Église, mais de soumettre l'État à l'enseignement de l'Église. Dans la droite ligne du “Constitutionnalisme du bien commun” de Vermeule, l'État doit déterminer ses actions en fonction de ce que l'Église a défini comme « bon » dans son enseignement magistériel. Field n'hésite pas à parler de « théocratie » dans le sens où « le pouvoir politique est subordonné à celui d'une religion spécifique ». Ceci se réalise par le remplacement du personnel administratif, sur la base de cette soumission religieuse, ce que le *Project 2025* se propose justement de faire<sup>60</sup>. Pour Raphaël Demias-Morisset : « On ne peut donc pas vraiment comprendre la théorie politique au cœur de l'intégralisme catholique sans lire Vermeule », liant directement par-là, le concept politique du post-libéralisme à la théologie de l'intégralisme catholique.

Les figures intellectuelles mobilisées pour développer les argumentaires post-libéraux sont celles de la contre-révolution comme Louis de Bonald, Louis Billot ou Joseph de Maistre. Une autre figure étonnante est Carl Schmitt, qui sera retenu comme un théoricien du nazisme. Schmitt est le promoteur d'une *Théologie politique* contemporaine, lui qui était catholique dans une Allemagne fortement protestante. Les propos et les arguments de Schmitt sont repris par Vermeule pour construire cette appétence pour un État fort. Les chercheurs qui travaillent sur le post-libéralisme ont aussi identifié des références à Franco, Salazar ainsi qu'à Charles Maurras<sup>61</sup>. Gautier relève d'ailleurs que

---

Vatican II (1962-1965). Le terme « intégraliste », enfin, est plébiscité par les nouveaux intellectuels américains. Chacun de ces termes renvoie à une conception théologico-politique dans laquelle le gouvernement et l'Église collaborent. Lire E. Poulat, « “Modernisme” et “Intégrisme”. Du concept polémique à l'irénisme critique », *Archives de Sciences Sociales des Religions*, vol. 14, n° 27, 1969, p. 1-28.

59. Y. Chiron, *Histoire des traditionalistes*, Paris, Tallandier, 2022, p. 13-39.

60. L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 93, 223-230 ; B. Gautier, « “Faire figure d'Empire” », *op. cit.* Laura Field précise que « tous les postlibéraux ne sont pas des catholiques intégraux, mais tous les intégraux sont postlibéraux ».

61. B. Chelini-Pont, « Le postlibéralisme catholique aux États-Unis », *op. cit.*, p. 71-72 ; W. Mikosza, « The Postliberal Order », *op. cit.*, p. 303 ; B. Fargeaud, « La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains », *op. cit.*, p. 243-246 ; B. Gautier, « Maurras Is Back : les post-libéraux catholiques aux États-Unis et en France », *Esprit*, n° 7-8, 2025, p. 101-109 ; L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 232-235 ; R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 67.

Deneen et Vermeule offrent une opportunité nouvelle aux partisans des idées maurassiennes, car s'il est encore « assez mal vu [...] d'afficher son admiration pour Maurras ou Bonald. Se déclarer disciple d'Adrian Vermeule, de Patrick Deneen ou de Gladden Pappin est en revanche beaucoup plus acceptable<sup>62</sup>.

Relevons qu'en 1926, le pape Pie XI avait interdit la lecture du journal de L'Action française et mis à l'index certains livres de Maurras, condamnant ainsi indirectement le « catholicisme intégral ». Le Concile Vatican II (1962-1965) est aussi une épine dans le pied du courant post-libéral catholique, des intégralistes et, d'une manière générale, des catholiques conservateurs américains. Gautier rappelle en effet que « les post-libéraux entendent relativiser l'enseignement de l'Église qui a servi de base à une promotion catholique des droits humains », faisant ici référence à la déclaration sur la liberté religieuse *Dignitatis Humanae*, issue de Vatican II<sup>63</sup>. Cette dernière reconnaît le droit à la liberté de conscience de tout individu, un droit qui doit être protégé par les États, à rebours apparent du magistère du XIX<sup>e</sup> siècle. Le XX<sup>e</sup> siècle connaîtra aussi d'importantes initiatives plus libérales au sein du catholicisme, telles que la démocratie chrétienne, particulièrement influente en Europe, ou la théologie de la libération en Amérique latine<sup>64</sup>. À l'heure actuelle, l'administration pontificale n'est pas alignée avec les positions post-libérales, et ni Vermeule ni Deneen n'ont de relais sérieux au sein du Vatican. Toutefois, Gautier voudrait interpeller : « Si ce nouvel avatar de l'extrême droite catholique pourrait inquiéter ses opposants politiques, il devrait aussi préoccuper les institutions catholiques<sup>65</sup>. »

---

62. B. Gautier, « Maurras Is Back », *op. cit.*, p. 106.

63. Y. Chiron, *Histoire des traditionalistes*, *op. cit.*, p. 31 ; B. Gautier, « Maurras Is Back », *op. cit.*, p. 101 ; B. Gautier, « “Faire figure d'Empire” : le post-libéralisme catholique face à ses contradictions », *Observatoire international du religieux, Bulletin n° 54*, juillet 2025.

64. D. Zérafra, « La démocratie chrétienne en France, Éléments historiques », *Esprit*, vol. 143, n° 10, 1988, p. 65-74 ; L. Boff, « La théologie de la libération », *Esprit, Nouvelle série*, vol. 82, n° 10, p. 87-92.

65. B. Gautier, « “Faire figure d'Empire” », *op. cit.*

# Une alliance œcuménique fragile

## Les combats communs

Jusqu'à maintenant, nous avons mis en lumière l'existence d'une influence grandissante d'intellectuels et universitaires catholiques conservateurs au sein du parti républicain. Certains d'entre eux, comme Patrick Deneen et Adrian Vermeule, ont même atteint le plus haut niveau de l'État, via la présence du vice-président J. D. Vance, qui s'est affiché comme post-libéral. Leur doctrine vient donner une assise solide et constitutionnelle aux conservateurs américains de toutes confessions pour imposer leur vision de la société sur les questions morales, de genre, de sexualité et de bioéthique. Cette alliance entre protestants évangéliques et catholiques conservateurs, qui se défient sur le champ théologique, mais se rejoignent sur le terrain politique, s'appelle « l'œcuménisme de tranchée<sup>66</sup> », ce qui traduit bien à la fois le programme et la méthode<sup>67</sup>. Un autre terme qui le complète est celui de guerre culturelle, adossée à une guerre civilisationnelle<sup>68</sup>.

À la marge de ce combat pour une société plus christiano-compatible sur les questions de société, le combat pour une relecture de la stricte séparation des Églises et de l'État est aussi une cause commune des conservateurs religieux. L'idée n'est pas « d'établir<sup>69</sup> » une église nationale, mais de laisser plus de porosité entre les institutions chrétiennes et le pouvoir exécutif. La relation est bilatérale : les églises doivent mieux conseiller la présidence et influencer le Congrès, et dans l'autre sens, l'État, local ou fédéral, doit protéger le christianisme. Cette alliance porte

---

66. Dans son article « La *Manhattan Declaration* ou "l'œcuménisme des tranchées". Catholiques conservateurs et évangéliques dans la Droite chrétienne américaine », *op. cit.*, Philippe Gonzalez utilise l'expression « œcuménisme des tranchées », popularisée par Timothy George dans un article de *Christianity Today* en 1994.

67. P. Gonzalez, « La *Manhattan Declaration* ou "l'œcuménisme des tranchées" », *op. cit.*

68. B. Chelini-Pont et R. Presthus, « La religiosité chrétienne de l'espace public aux États-Unis », *e-Rea*, vol. 19, n° 2, juin 2022 ; G. G. Dodds, « Crusade or Charade?: The Religious Right and the Culture Wars », *Canadian Review of American Studies*, vol. 42, n° 3, 2012 ; B. Hankins, « Evangelicals and Catholics Together: How it Should Have Been in the Roaring Twenties Marketplace of Ideas », *Amerikastudien / American Studies*, vol. 59, n° 2, 2014, p. 207-220.

69. L'« *Establishment Clause* » du 1<sup>er</sup> Amendement interdit au gouvernement d'établir une religion officielle, ainsi que toute action gouvernementale qui favoriserait une religion au détriment d'une autre. C'est sur ce dernier point que catholiques intégralistes et protestants évangéliques voudraient une relecture. S'ils acceptent l'idée de « non-établissement », ils souhaitent toutefois que le caractère chrétien des États-Unis d'Amérique soit reconnu et que le christianisme soit protégé par l'État. Autrement dit, s'ils sont d'accord pour une séparation de l'Église et de l'État, ils ne sont pas d'accord pour une séparation du christianisme et de l'État.

aujourd'hui ses fruits avec le rétablissement du « Bureau de la foi » à la Maison-Blanche, qui a pour mission de « renforcer les familles américaines, promouvoir le travail et l'autosuffisance, et protéger la liberté religieuse<sup>70</sup> ».

Ces quelques combats communs masquent toutefois de très nombreuses fractures idéologiques entre d'une part les post-libéraux, particulièrement les intégralistes catholiques, et d'autre part le reste du camp conservateur et de la droite américaine.

## Les dissensions inévitables

Patrick Deneen déclarait en 2025 que « la coalition actuellement au pouvoir aux États-Unis combine des factions assez incompatibles<sup>71</sup> ». Laura Field abonde dans ce sens en parlant de « rupture » entre ces différents courants, principalement entre les « *national conservatives* » et les post-libéraux<sup>72</sup>. Les dissensions couvrent de nombreux secteurs :

■ **Économie** : Le fusionnisme qui structurait le Parti républicain depuis les années 1950 n'a pas disparu en 2026. On trouve encore de nombreux partisans du libéralisme économique et de la limitation de l'action de l'État dans les domaines économiques, pour laisser davantage de place aux logiques brutales du capitalisme. De la même manière, des figures de la « théologie de la prospérité », telles que Paula White, très influentes dans les milieux évangéliques charismatiques, comptent parmi les soutiens de Donald Trump. Selon elles, la richesse constitue un signe d'élection divine qu'il convient d'afficher publiquement, une vision difficilement conciliable avec l'intégralisme catholique. Les milliardaires qui fréquentent Trump – parfois au sein même de l'administration, comme Elon Musk au printemps 2025 –, ne sont pas partisans d'une économie régulée par un État fort qui viserait à mieux garantir la répartition des richesses telle que l'encyclique *Rerum Novarum* le préconise (dans ce texte, Léon XIII condamnait l'avarice d'un petit groupe qui s'enrichit au détriment des travailleurs). Or, lors de la convention républicaine du 17 juillet 2024, J. D. Vance, tout juste investi, était pour une fois d'accord avec Rome, déclarant : « nous avons besoin d'un dirigeant qui ne soit pas dans la poche du *big business*, mais qui soit au service des travailleurs, qu'ils soient syndiqués ou non » ainsi que « nous en avons fini de servir Wall Street »<sup>73</sup>. Ces déclarations font écho à la position de Patrick Deneen pour qui les « catholiques se sentent 'sans domicile politique' du fait de leur conservatisme sur les questions sociales et leur progressisme sur les questions économiques<sup>74</sup> ».

70. D. Trump, « Establishment of The White House Faith Office », The White House, 7 février 2025.

71. M. Malik, « Nous sommes entrés dans l'ère post-libérale », *op. cit.*

72. L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 216-219.

73. Cité entre autres par M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, parag. 7.

74. *Ibid.*, parag. 8. Voir aussi L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 247.

■ **Nationalisme :** Contrairement à une idée reçue, le magistère catholique ne cautionne pas le nationalisme chrétien, et la condamnation de Maurras et de l'Action Française par le pape en 1926 le rappelle. Le problème du nationalisme du point de vue de Rome, c'est qu'il subordonne l'Église à un projet national, voire ethno-national. Or, l'Église se veut universelle<sup>75</sup>. C'est pour cette raison que selon certains chercheurs, l'Église s'accommode mieux des empires qui agrègent différents pays, différentes nations et différentes cultures, autour d'un projet de société catholique<sup>76</sup>. Les catholiques intégraux ont toujours été à risque d'être perçus par la hiérarchie romaine comme trop indépendants de Rome. Ils sont cependant identifiés par Demias-Morisset comme en conflit direct avec le projet politique des « ultranationaliste[s] [...] agrégé[s] autour du Claremont Institute, à celui national-conservateur [...] la National Conservative Conference [...] également au *Christian Nationalism* des différentes factions de la *Christian Right* évangélique<sup>77</sup> ».

■ **Questions sociales :** Gayte-Lebrun relève la cohérence idéologique des post-libéraux, qui tirent les conséquences de leur opposition au mariage homosexuel et à l'avortement. Leur vision de la famille les pousse à défendre la prise en charge totale par l'État des premières années de vie d'un enfant. Une telle mesure se traduirait par une dépense publique massive. Or, pour les conservateurs traditionnels, cette dernière doit être réduite au maximum. Là où les fusionnistes veulent que l'État soit fort uniquement sur les questions morales, les post-libéraux veulent que l'État soit fort également sur les questions économiques, afin d'appliquer le modèle de société enseigné par l'Église. L'État est un moyen au service de l'idéologie<sup>78</sup>.

■ **Les universités :** Des figures bien connues de la nébuleuse MAGA et du camp conservateur, à l'image de Charlie Kirk, l'influenceur assassiné en 2025, ont fait campagne contre le monde universitaire. Ce dernier était dépeint comme un gaspillage d'argent public, une fabrique à gauchistes et une arnaque<sup>79</sup>. Or, ce n'est pas du tout la position des post-libéraux. Ces derniers, tels Patrick Deneen et Adrian Vermeule, sont des universitaires fiers de leur parcours. Leur position n'est ni le repli ni l'éviction, mais, au contraire, la prise de contrôle. Il n'est pas question de se « débarrasser » des institutions, même si elles sont gangrenées par le libéralisme, mais de

---

75. A. M. Akerman, « Against Christian Nationalism: A Catholic Response to Stephen Wolfe », *The Josias*, 19 août 2024.

76. B. Gautier, « "Faire figure d'Empire" », *op. cit.*

77. R. Demias-Morisset, « La radicalisation de la droite catholique étatsunienne », *op. cit.*, p. 66-67.

78. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 4.

79. Voir notamment le livre de Charlie Kirk : *The College Scam: How America's Universities Are Bankrupting and Brainwashing Away the Future of America's Youth*, Lewes, Winning Team Publishing, 2022.

leur redonner une direction post-libérale. Dans un entretien, Deneen déclarait :

« Il est inquiétant de constater que ceux qui s'identifient aujourd'hui comme conservateurs, républicains ou populistes ont un degré élevé de méfiance, voire d'animosité, envers les universités. »<sup>80</sup>

Le démantèlement du département de l'éducation est à ce titre un signal des limites de l'influence des intégralistes post-libéraux au sein de l'administration. Sur ce dossier, en effet, ils n'ont pas réussi à convaincre Donald Trump.

## La guerre en Iran

Mais le sujet le plus controversé au sein du camp conservateur est celui de la politique internationale. La guerre avec l'Iran, entamée en juin 2025 et qui connaît une seconde phase depuis le 28 février 2026, en est l'illustration la plus dramatique. Gayte-Lebrun résume ainsi la position post-libérale :

« En matière de politique étrangère, les post-libéraux catholiques ont pris position pour une rupture avec le pilier interventionniste du consensus conservateur. Dans une tribune parue dans le *New York Times* en mai 2022, ils proposent une politique étrangère reposant sur une "retenue déterminée". »<sup>81</sup>

Si la droite évangélique, encore majoritairement sioniste, soutient toute action qui vise à défendre Israël et à détruire l'Iran, ce n'est pas le cas des post-libéraux, surtout s'ils sont des intégralistes catholiques. Indépendamment des références à Maurras et à Schmitt dans ce courant politique, la position théologique historique du catholicisme concernant Israël est dite « substitutive » (« *supersessionist* » en anglais) : le « peuple élu » biblique n'est plus Israël, mais le christianisme ; il y a eu substitution. De fait, l'État d'Israël, formé en 1948, n'est pas un État « biblique » mais une nation au même titre que les autres. Les États-Unis peuvent collaborer avec cet État, mais il n'y a aucun intérêt religieux et de telles relations doivent rester diplomatiques et mercantiles. Or, pour les milieux évangéliques influents, la naissance de l'État d'Israël fait partie des signes annonciateurs du proche retour du Christ. En tant que nation également choisie par Dieu, les États-Unis doivent favoriser l'émergence de cet État juif, le protéger et ainsi faciliter la survenance des conditions prophétiques de la parousie finale<sup>82</sup>.

80. M. Malik, « Nous sommes entrés dans l'ère post-libérale », *op. cit.*

81. M. Gayte-Lebrun, « Vers une ère post-libérale ? », *op. cit.*, paragr. 4.

82. D. Lacorne, « American Christian Zionists and the Conflict Between Israel and Hamas », *Études*, n° 1, 2024, p. 7-15.

Toute utilitariste qu'elle puisse être par ailleurs, la guerre en Iran est donc aussi le résultat d'une théologie protestante millénariste. La décision de Donald Trump, influencée ou manipulée par Israël, à en croire l'ancien chef (catholique) du contre-terrorisme Joe Kent, a décontenancé les post-libéraux. Durant le mois de mars 2026, plusieurs articles très critiques et virulents ont été publiés dans le média *The American Conservative* contre Trump et sa guerre en Iran<sup>83</sup>. Steve Bannon, une autre figure catholique intégraliste<sup>84</sup> très influente dans le monde MAGA, parle même de « trahison », terme que l'on retrouve dans le chapeau d'un article au titre nostalgique et programmatique : « Make Families, Not War<sup>85</sup> ». Le silence (même relatif) de J. D. Vance sur le sujet est frappant, mettant celui qui souhaite concourir à la présidence en 2028 dans l'embarras. Il doit choisir entre la fidélité à son idéal post-libéral et au camp présidentiel.

Depuis 2025, plusieurs enquêtes évoquaient déjà une baisse du soutien à Israël, et donc du sionisme, au sein du Parti républicain, particulièrement observable dans les jeunes générations de conservateurs<sup>86</sup>. Cette tendance semble se confirmer lors de la dernière édition de la conférence conservatrice CPAC<sup>87</sup>. L'hypothèse selon laquelle la baisse du sionisme dans l'électorat évangélique serait due à l'influence intellectuelle du courant intégraliste post-libéral catholique est posée, mais demande à être confirmée par d'autres études.

C'est toutefois dans ce contexte de guerre contre l'Iran qu'a commencé à se jouer une guerre de succession pour savoir qui sera l'héritier du trumpisme. Récemment, le sénateur évangélique et pro-Israël Ted Cruz a eu maille à partir avec l'ex-présentateur de Fox News Tucker Carlson. Ce dernier, qui dénonce l'influence du sionisme au sein des Républicains, a mis le sénateur en porte-à-faux en soulignant l'incohérence de ses positions théologico-politiques<sup>88</sup>. Ted Cruz a depuis entamé une croisade contre les

---

83. Voir notamment les articles suivants publiés dans *The American Conservative* : T. Snider, « Russia Wins the War on Iran », 14 mars 2026 ; A. Day, « Yes, MAGA's Fracturing Over Iran », 18 mars 2026 ; J. Hunter, « Ted Cruz Is the Republican Kamala Harris », 19 mars 2026 ; A. Coulter, « Don't Stop With Iran, Mr. President—You're on a Roll! », 19 mars 2026 ; A. Day, « To End the Iran War, Trump Must Divorce Israel », 27 mars 2026.

84. Benoît Gautier classe Steve Bannon parmi les postlibéraux. Cf. B. Gautier, « Maurras Is Back », *op. cit.*, p. 103. Olivier Roy en fait même : O. Roy, « L'anthropologie catholique fantasmée des sociétés post-libérales », *op. cit.*

85. J. Addington, I. Greco, « Make Families, Not War », *The American Conservative*, 23 mars 2026.

86. L. Silver, *US Views of Israel and Israel-Hamas War Early in Trump's Second Term*, Pew Research Center, 8 avril 2025 ; G. Brumfiel, « Support for Israel among U.S. Conservatives Is Starting to Crack. Here's Why », *NPR*, 7 novembre 2025.

87. N. Layne, « At CPAC, a Generational Divide over Republican Support for Israel », Reuters, 28 mars 2026.

88. J. Gedeon, « Tucker Carlson Confronts Ted Cruz on Iran as MAGA Rift Erupts into Public View », *The Guardian*, 18 juin 2025.

« catholiques intégralistes », qu'il accuse de « saper la droite américaine, notamment en affaiblissant le soutien évangélique à Israël<sup>89</sup> ».

---

89. T. Edwards, « Ted Cruz Launches Bizarre Attack on Catholic Integralism », *The Catholic Herald*, 18 mars 2026 ; J. Grosso, « MAGA Followers Have a New Enemy: Traditionalist Catholics », *National Catholic Reporter*, 23 mars 2026.

# Un sacre encore inachevé

La guerre en Iran expose au grand jour les fractures internes au camp conservateur. Elle signale aussi les limites de l'influence de l'intégralisme catholique post-libéral sur le président Trump. Si les intégralistes catholiques s'étonnent et se trouvent perdus, à en devenir agressifs, d'autres figures du trumpisme jubilent, comme Pete Hegseth pour qui Dieu dirige cette guerre<sup>90</sup>. Le fait que le vice-président J. D. Vance soit acquis à la cause post-libérale ne veut pas dire que les États-Unis d'Amérique suivent aujourd'hui, à la lettre, le programme des intégralistes catholiques. Il faut aussi noter que Vance, tout proche qu'il est des post-libéraux, est aussi un proche de Peter Thiel, ainsi que des conservateurs néolibéraux de la Silicon Valley, et qu'il a fréquenté le réseau nationaliste du Claremont Institute et de la NatCon<sup>91</sup>. La guerre en Iran aura peut-être le mérite de clarifier sa position.

De plus, les intégralistes catholiques américains ne bénéficient pas du soutien du Vatican. Les échanges tendus entre J. D. Vance et le cardinal Prevost en 2025, devenu ensuite le pape Léon XIV, illustrent la situation ambiguë d'un groupe qui veut défendre la foi catholique, mais se trouve en conflit théologique et politique avec celui qui la dirige<sup>92</sup>. Gautier considère que « l'Église catholique états-unienne est désormais l'un des obstacles à la mise en œuvre » de cette politique et de ce qu'elle implique<sup>93</sup>. Denis Pelletier tempère cette remarque en rappelant que la curie romaine s'est décrédibilisée à la suite des scandales de couverture des prêtres pédocriminels. Selon lui, « la montée du radicalisme catholique se nourrit aussi, et peut-être d'abord, de l'affaiblissement des structures traditionnelles de l'Église<sup>94</sup> ». Il n'en reste pas moins que l'influence de l'intégralisme catholique est largement limitée par le manque de résonance de son discours à Rome.

Si la lecture des dernières recherches sur le post-libéralisme américain prend parfois un ton alarmiste<sup>95</sup>, il faut être prudent. Le projet contient certes des risques de dérive autoritaire, mais il n'est pas encore véritablement appliqué. Benjamin Fargeaud rappelle que la lutte interne au

---

90. G. Jaffe et E. Dias, « Hegseth Invokes Divine Purpose to Justify Military Might », *The New York Times*, 20 mars 2026.

91. L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 6-7.

92. K. Maher, « New Pope Appears to Have Reposted Critical Social Media Posts About Trump and Vance », CNN, 8 mai 2025.

93. B. Gautier, « "Faire figure d'Empire" », *op. cit.*

94. D. Pelletier, « Radicalités catholiques », *op. cit.*, p. 74.

95. Voir Benjamin Fargeaud : « Ce tableau peut paraître quelque peu catastrophiste », in B. Fargeaud, « *La tentation postlibérale des nouveaux intellectuels conservateurs américains* », *op. cit.*, p. 219.

Parti républicain n'est pas achevée. Le démantèlement du département de l'éducation, au grand dam d'un Patrick Deneen ou d'un Adrian Vermeule illustre cette division toujours en cours et les « points perdus » par les post-libéraux. Pour Laura Field, les post-libéraux « ont été les penseurs les moins influents de la Nouvelle Droite<sup>96</sup> », mais Laurence Nardon, par son analyse, a montré que les positions post-libérales ont toutefois fait leur chemin jusque dans les *executive orders* du président. Laura Field confond ici une influence numérique avec une influence idéologique. Les post-libéraux restent minoritaires en termes de groupe et ne contrôlent ni les MAGA ni toutes les décisions de Trump, mais en moins de vingt ans, ils ont réussi non seulement à imposer une nouvelle doctrine au Parti républicain, mais aussi à placer des individus à des postes hautement stratégiques.

Il faut donc constater la montée en puissance d'un électorat catholique conservateur au sein du Parti républicain, accompagnée du développement du post-libéralisme, un positionnement politique qui offre à ces catholiques une politique pleinement compatible avec l'enseignement de l'Église tel qu'ils le conçoivent. Mais même si les catholiques de l'administration Trump sont surreprésentés, ils ne sont pas pour autant les maîtres du Bureau ovale. La guerre en Iran en est le meilleur exemple, avec un risque de fracture définitive au sein du camp conservateur sur des positions inflexibles de part et d'autre. L'avenir nous dira si l'un de ces groupes aura le dessus sur l'autre, ou si le Parti républicain ne survivra pas à cette nouvelle fracture.

---

96. L. K. Field, *Furious Minds*, *op. cit.*, p. 247.

# La collection des *Potomac Papers*

- ▀ Laurence Nardon, « Vers une nouvelle politique étrangère démocrate ? Enjeux et recompositions à l'horizon des présidentielles de 2028 », n° 52, avril 2026.
- ▀ Julian Blum, « Les *think tanks* américains sous Trump 2. Le “blob” en péril ? », n° 51, juin 2025.
- ▀ Blandine Chelini-Pont, « Le vote religieux dans les présidentielles américaines 2024 », n° 50, octobre 2024.
- ▀ Thierry Pouch, « *Farm Bill* 2024 : les raisons du blocage de la loi agricole aux États-Unis », n° 49, février 2024.
- ▀ Laurence Nardon, « Les *Bidenomics* : contours et critiques de la nouvelle politique économique américaine », n° 48, octobre 2023.
- ▀ Maya Kandel, « Le national-conservatisme, quelle politique étrangère pour la « nouvelle droite » américaine ? », n° 47, mars 2023.
- ▀ Antoine Pecqueur, « États-Unis : une renaissance ferroviaire ? », n° 46, février 2023.
- ▀ Sylvain Gaillaud, « Washington-Téhéran : fin 2022, la réconciliation impossible ? », n° 45, novembre 2022.
- ▀ Thierry Pouch et Marine Raffray, « Entre soutien et conflits, les échanges agricoles transatlantiques depuis 1945 », n° 44, juin 2022.
- ▀ Corentin Sellin, « Trump et le Parti républicain : défaite électorale, victoire idéologique ? », n° 43, septembre 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Siméon Rust, « États-Unis/Europe : sept enjeux du numérique », n° 42, juillet 2021.
- ▀ Soufian Alsabbagh, « Les républicains et la politique étrangère américaine après Trump. Entre néo-isolationnisme et rivalité avec la Chine », n° 41, janvier 2021.
- ▀ Laurence Nardon et Mathilde Velliet, « La guerre commerciale sino-américaine. Quel bilan à l'issue de la présidence Trump ? », n° 40, novembre 2020.

Suivez l'actualité du programme États-Unis sur le site de l'Ifri :

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)





27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

[Ifri.org](http://Ifri.org)